



KPMG SA
71 avenue Antoine de Saint
Exupéry
BP 851
76235 Bois Guillaume

ASSOCIATION DIOCESAINE DU DIOCESE DE ROUEN

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
ASSOCIATION DIOCESAINE DU DIOCESE DE ROUEN
2 Rue des Bonnetiers - BP 886 76001 ROUEN CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
71 avenue Antoine de Saint
Exupéry
BP 851
76235 Bois Guillaume

ASSOCIATION DIOCESAINE DU DIOCESE DE ROUEN

2 Rue des Bonnetiers - BP 886 76001 ROUEN CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au conseil d'administration de l'ASSOCIATION DIOCESAINE DU DIOCESE DE ROUEN,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION DIOCESAINE DU DIOCESE DE ROUEN relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note 4.2.1 « Fonds Propres » de l'annexe précise le reclassement en prêts pour les apports avec droit de reprise.

Nous avons examiné les modalités de reclassement bilantiel. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous nous sommes assurés du bien-fondé de ce reclassement et de la présentation qui en est faite.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bois Guillaume, le 26 juin 2025

KPMG SA



Angélique Delanney Colombe
Associée

Association diocésaine du diocèse de Rouen

BILAN ACTIF		Exercice 31/12/2024			Exercice 31/12/2023
		Brut	Amortissements et provisions (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciel	107 338	36 320	71 018	73 785
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	4 085 177		4 085 177	3 160 215
	Constructions	24 701 498	10 755 092	13 946 406	9 792 818
	Installations techniques, matériels, et outillage industriels				
	Autres immobilisations corporelles	4 490 279	1 778 937	2 711 342	3 059 653
	Immobilisations corporelles en cours	1 939 608		1 939 608	843 235
	Avances et acomptes				
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	165 000		165 000	290 000
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Participations et créances rattachées			0	
	Autres titres immobilisés	4 218 560	66 640	4 151 920	4 892 936
	Prêts	1 248 563	1 198 245	50 318	24 058
	Autres immobilisations financières	6 204	0	6 204	4 196
TOTAL I		40 962 228	13 835 234	27 126 994	22 140 895
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS	47 219	0	47 219	38 958
	Avances et acomptes versés sur commandes	32 491	0	32 491	13 789
	CREANCES				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	114 021	0	114 021	98 005
	Créances reçues par legs ou donations	474 991	0	474 991	909 809
	Autres	781 306	0	781 306	1 356 466
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENTS	5 725 536	0	5 725 536	6 235 619
	INSTRUMENT DE TRESORERIE				
	DISPONIBILITES	2 890 994	0	2 890 994	2 627 305
	Charges constatées d'avance	75 952	0	75 952	73 935
	TOTAL II	10 142 510	0	10 142 510	11 353 885
	Frais d'émission d'emprunt (III)				
	Primes de remboursement des emprunts (IV)				
	Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		51 104 738	13 835 234	37 269 504	33 494 780

BILAN PASSIF		Exercice 31/12/2024	Exercice 31/12/2023
FONDS PROPRES	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	3 883 930	3 883 930
	Fonds propres complémentaires	3 394 744	3 394 744
	Fonds associatifs sans droit de reprise		
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Apports versés à autres entités	0	-1 198 245
	Apports reçus d'autres entités		
	Ecart de réévaluation	14 749 166	14 749 166
	Réserves:		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	4 334 720	3 184 285
	Excédent ou déficit de l'exercice	1 592 452	1 150 435
	Situation nette (sous-total)	27 955 012	25 164 315
	Subventions d'investissement	0	0
	Total I	27 955 012	25 164 315
FONDS REPORTES ET DEDIES			
	Fonds reportés liés au legs ou donations	739 951	978 752
	Fonds dédiés	3 098 849	3 016 861
	Total II	3 838 800	3 995 614
PROVISIONS			
	Provisions pour risques	310 465	10 465
	Provisions pour charges	2 331 112	2 209 678
	Total III	2 641 577	2 220 143
DETTES	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	97 072	121 269
	Emprunts et dettes financières diverses	162 610	2 658
	Avances et acomptes reçues sur commandes en cours		
	Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	436 867	366 725
	Dettes des legs ou donations		200 000
	Dettes fiscales et sociales	627 807	460 514
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	326 219	206 139
	Autres dettes	1 059 713	743 959
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	123 826	13 444
	Total IV	2 834 115	2 114 709
	Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		37 269 504	33 494 780

Association diocésaine du diocèse de Rouen

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 31/12/2024	Exercice 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION :		
Cotisations	72	60
Ventes de biens et services		
Vente de biens	251 818	235 529
dont ventes de dons en nature		
Vente de prestations	773 381	1 069 414
dont casuels	0	0
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	0	0
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	0	0
Ressources liés à la générosité du public		
Dons manuels	5 904 208	5 838 821
Mécénats	0	0
Legs, donations et assurance vie	425 731	2 468 014
Contributions financières	100 529	74 395
Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	552 238	446 759
Utilisations des fonds dédiés	141 941	181 996
Autres produits	1 793 320	1 711 675
TOTAL I	9 943 237	12 026 663
CHARGES D'EXPLOITATION :		
Achats de Marchandises	1 963 242	1 964 422
Variation de stocks	-8 261	-7 343
Autres achats et charges externes	2 702 673	3 858 863
Aides financières	311 853	426 368
Impôts, taxes et versements assimilés	263 581	263 711
Salaires et traitements	3 208 350	3 125 459
Charges sociales	879 552	827 741
Dotation aux amortissements et aux dépréciations	1 596 518	731 454
Dotation aux provisions	446 241	33 993
Report en fonds dédiés	198 453	789 519
Autres charges	7 833	16 926
TOTAL II	11 570 035	12 031 113
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-1 626 798	-4 450
PRODUITS FINANCIERS :		
De participations		
D'autres valeurs mobilières, créances d'actif immobilisé	59 148	59 583
Autres intérêts et produits assimilés	109 790	89 726
Reprise sur dépréciations, provisions et transfert de charge	55 147	153 410
Différence positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	100 642	42 607
TOTAL III	324 727	345 326
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 254 688	858
Intérêts et charges assimilés	1 201	1 665
Différence négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	955	1 511
TOTAL IV	1 256 844	4 033
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-932 117	341 293
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I - II - III - IV)	-2 558 915	336 843
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	4 312 250	59 240
Sur opérations en capital	400 077	1 664 000
Reprise sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	4 712 327	1 723 240
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	239 101	156 965
Sur opérations en capital	238 611	721 358
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	477 713	878 324
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	4 234 614	844 916
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les sociétés (VIII)	83 247	31 324
TOTAL des produits (I + III + V)	14 980 291	14 095 229
TOTAL des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	13 387 839	12 944 794
EXCEDENT OU DEFICIT	1 592 452	1 150 435



ASSOCIATION DIOCESAINE DU DIOCESE DE ROUEN

**Annexe aux comptes Annuels
de l'exercice clos le
31/12/2024**

Table des matières

1	Objet social et description de l'activité et des moyens de l'entité	1
2	Faits caractéristiques d'importance significatives de l'exercice et postérieure à la clôture	1
2.1	Evènements principaux de l'exercice	1
2.2	Evènements postérieurs à la clôture	
3	Principes, règles et méthodes comptables	1
3.1	Principes généraux	1
3.2	Principales méthodes comptables	2
3.2.1	Périmètre	2
3.2.2	Evaluation des immobilisations corporelles	2
3.2.3	Présentation et valorisation de placements financiers	2
3.2.4	Evaluation de l'engagement envers les prêtres aînés	2
3.2.5	Indemnités de départ en retraite du personnel	3
3.2.6	Modalités de comptabilisation des legs	3
3.2.7	Contributions volontaires	3
4	Informations relatives au bilan	3
4.1	Actif	3
4.1.1	Tableau des immobilisations	3
4.1.2	Tableau des amortissements et dépréciations	3
4.1.3	Immobilisations incorporelles	4
4.1.3.1	Méthode d'amortissement	4
4.1.4	Immobilisations corporelles	4
4.1.4.1	Principaux mouvements	4
4.1.4.2	Méthode d'amortissement	4
4.1.4.3	Dépréciation	4
4.1.4.4	Crédit bail	4
4.1.5	Immobilisations financières	5
4.1.5.1	Principaux mouvements des prêts	5
4.1.5.1.1	Variation du portefeuille titres	5
4.1.5.1.2	Variation de la provision pour dépréciation des titres	5
4.1.5.2	Liste des filiales et participations	5
4.1.5.3	Immobilisations financières	5
4.1.6	Evaluation des stocks	5
4.1.7	Créances	5
4.1.8	Produits à recevoir	6
4.1.9	Charges à répartir ou constatées d'avance	6
4.1.10	Intérêts courus sur comptes à terme et sur livrets	6
4.2	Passif	
4.2.1	Fonds propres	6
4.2.1.1	Tableau de suivi des fonds propres	6
4.2.1.2	Réserve pour projet	6
4.2.2	Tableau de suivi des fonds reportés	7
4.2.3	Tableau de suivi des fonds dédiés	7
4.2.4	Tableau des provisions pour risques et charges	8
4.2.5	Etat des dettes	8
4.2.6	Fournisseurs et comptes rattachés	8
4.2.7	Dettes fiscales et sociales	8
4.2.8	Autres dettes - Charges à payer	9
4.2.9	Produits constatés d'avance	9
5	Information relative au compte de résultat	9
5.1	Résultat par activités	9
5.2	Ventilation de l'effectif moyen en ETP	9
5.3	Résultat exceptionnel	10
6	Autres informations	10
6.1	Engagements hors bilan	10
6.1.1	Engagements financiers donnés et reçus	10
6.1.2	Crédit bail	10
6.1.3	Libéralités acceptées pour lesquelles existent un délai d'opposition administrative à la clôture	10
6.1.4	Etat séparé des financements provenant de l'Etranger	10

1 Objet social et description de l'activité et des moyens de l'entité

L'Association diocésaine de Rouen a pour but de subvenir aux frais et à l'entretien du culte catholique, sous l'autorité de l'Archevêque, en communion avec le Saint-Siège et conformément à la constitution de l'Eglise Catholique.
Pour se faire, elle assure la collecte des ressources et la gestion du temporel du diocèse (patrimoine financier et immobilier, gestion des personnes : prêtres, salariés et bénévoles)

2 Faits caractéristiques d'importances significatives de l'exercice et postérieurs à la clôture

2.1 Evénements principaux de l'exercice

A effet du 1er avril 2024, l'Association diocésaine de Rouen a reçu la donation des principaux actifs immobiliers de l'Association Espace du Moineau valorisés à 4 300 K€. En même temps, une provision de 300 K€ a été constituée pour anticiper une éventuelle dissolution de l'Association Espace du Moineau.

Dans le même temps, le bail emphytéotique signé avec l'ICP a été transféré à l'Association diocésaine de Rouen.

Par acte authentique du 30 septembre 2024, l'Association diocésaine a réceptionné l'ensemble immobilier en état futur d'achèvement rue Emile Littré à Sotteville les Rouen.

Les travaux de réhabilitation des bâtiments de l'Archevêché permettant d'accueillir l'ensemble des services diocésains ont été enregistrés à l'actif au compte "Immobilisation en cours" pour 1 320 K€.

Les travaux de réhabilitation des maisons à proximité de la Basilique de Bonsecours devant accueillir les sœurs de la Présentation de Marie ont été enregistrés à l'actif au compte "Immobilisation en cours" pour 408 K€.

Les travaux d'aménagements et de modification de la résidence Mgr Joseph DUVAL permettant l'accueil des services de l'Enseignement Catholique ont été enregistrés à l'actif au compte "Immobilisation en cours" pour 64 K€.

Les travaux de mise en conformité du centre d'accueil des Essarts permettant l'accueil du foyer Marie Jean ont été enregistrés à l'actif au compte "Immobilisation en cours" pour 18 K€.

Les importants projets immobiliers de l'exercice 2024 mentionnées ci-dessus ont été financés sur fonds propres et notamment par prélèvement sur les placements (740 K€ sur placements long terme et 510 K€ sur valeur mobilières).

Dans le cas particulier de Bonsecours, les Sœurs de la Présentation de Marie ont fait une avance de 32% des 500 K€ qu'elles prévoient pour financer ce projet et que le diocèse remboursera sur 20 ans.

Les apports avec droits de reprise inscrites au passif pour 1 198 K€ ont été reclassés à l'actif au compte "Prêts aux entités partenaires". Une provision pour dépréciation de ces fonds a été constituée.

En 2024, la mutuelle Saint Christophe a régularisé un dédommagement des années antérieures à hauteur de 119 K€.

A la demande de la CEF la prévision d'abondement au fonds SELAM a été augmentée et la dette provisionnée a ainsi été portée à 305 K€.

A la rentrée 2024, la Préfecture a accordé un délai supplémentaire de 3 ans pour achever la mise en conformité aux exigences PMR. Les travaux correspondant ont été replannifiés pour respecter le nouveau délai de septembre 2027.

2.2 Evénements postérieurs à la clôture

Les 4 principaux projets immobiliers en cours seront livrés avant la rentrée de septembre 2025.

A la rentrée 2025, La 2ème tranche de locaux 41-43 route de Neufchâtel sera définitivement prise en charge par l'ICP.

RCF Haute Normandie et RCF Basse Normandie ont créé une entité commune RCF Normandie appelée à devenir progressivement l'unique interlocuteur du diocèse.

3 Principes, règles et méthodes comptables

3.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

3.2 Principales méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, conformément aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC n° 2018-06, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations et à celles du règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général.

La Commission des études comptables de la CNCC recommande que les montants des Casuels comptabilisés sur l'exercice soient classés en compte de résultat à la rubrique " Autres produits ".

3.2.1 Périmètre

Les comptes annuels ont été établis en intégrant toutes les entités de l'association diocésaine. Le périmètre a été défini sur la base des comptes bancaires et postaux ouverts au nom de l'association, répertoriés dans la réponse des banques à la circularisation.

Le périmètre inclut les comptes de la Curie, des 52 paroisses, de la Cathédrale, des 16 aumôneries et mouvements, y compris la communauté des Pères du Saint Sacrement installée fin 2023.

Les écritures en réciprocité ont été éliminées.

3.2.2 Evaluation des immobilisations corporelles

Les biens immobiliers ont été inventoriés en novembre 2007 par Maître Lecœur.

Sur évaluation statistique, les biens ont été décomposés à raison de 20% pour le terrain et 80% pour le bâti. La structure du bâtiment est prise en compte à 60% de la valeur du bâti. Les autres composants : menuiseries, chauffage, plomberie et électricité, agencements divers, représentent chacun 10% de l'ensemble.

La structure est amortie sur 50 ans, les agencements sur 10 ans et les autres composants sur 15 ans.

Les constructions sur sol d'autrui, églises et salles paroissiales, sont valorisées à 1 € non amortissable.

La valeur des œuvres d'art a été définie sur la base d'une expertise effectuée en mars 2007 et d'un récolement établi en 2010.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière, si l'actif continue à être utilisé, est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

3.2.3 Présentation et valorisation des placements financiers

Le portefeuille de titres, hors ceux détenus dans le cadre du cash pooling (système de centralisation de trésorerie), est immobilisé sur la ligne "Autres titres immobilisés" pour un total de 4 059 080 €.

Une partie de ces titres immobilisés est sous mandat de gestion auprès de 2 gestionnaires de patrimoine (Meeschaert et la Société Générale Private Banking) pour une valeur de 4 013 271 €.

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites à l'actif circulant pour une valeur de 5 725 536 €.

Le cash pooling composé d'un compte sur livret, de 3 comptes à terme et de parts sociales Caisse d'Épargne s'élève à 3 159 495 €.

Il est apprécié à la clôture de l'exercice, si une perte de valeur par ligne de titres est constatée en comparant la valeur d'achat et la valeur au jour de la clôture de l'exercice. Si la valeur à la date de la clôture devient inférieure à la valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à sa valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

A la clôture de l'exercice, une moins value latente de 66 640 € est constatée représentant - 1,6 % du portefeuille de titres immobilisés. La plus value latente de 562 427 € pour ce portefeuille de titres immobilisés n'est pas comptabilisée.

3.2.4 Evaluation de l'engagement envers les prêtres aînés

L'obligation de subvenir aux besoins des prêtres jusqu'à leur décès justifie la constitution d'une provision.

Elle est calculée en prenant en compte l'effectif de tous les prêtres présents, actifs ou non et leur espérance de vie en fonction de leur âge (table de mortalité INSEE). Le nombre d'années à indemniser ainsi déterminé, est valorisé en fonction du coût réel constaté en 2024. Conformément aux recommandations du guide comptable et économique établi par la Conférence des Evêques de France, il est également tenu compte de la prise en charge des frais de prêtres en maison de retraite ainsi que des droits acquis auprès de la Cavimac au titre des retraites. Le résultat de ce calcul s'établit à 1 967 K€.

La provision déjà constituée de 1 975 K€ est donc maintenue.

3.2.5 Indemnités de départ en retraite du personnel

Les salariés des paroisses et de la Curie ressortent respectivement des Statuts du personnel laïc de l'Eglise en France et de la convention collective du personnel laïc salarié du diocèse de Rouen.

Le montant des droits acquis par les salariés pour indemnités de départ en retraite (salariés en CDI) est provisionné en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'association à l'âge de la retraite (64 ans).

Cette provision est calculée en fonction du taux de rotation des salariés, de la table de mortalité, d'un taux d'évolution des rémunérations et d'une actualisation.

Une provision complémentaire de 129 357 € a été enregistrée en raison d'un ajustement des règles de calcul.

Le montant total (Curie + Paroisses) s'établit à 356 112 €.

3.2.6 Modalités de comptabilisation des legs

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par le conseil d'administration ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive.

Les biens immeubles et meubles destinés à être conservés sont comptabilisés à l'actif et dépréciés selon les méthodes d'amortissement en vigueur alors que ceux destinés à être cédés sont comptabilisés à l'actif, mais ne seront pas amortis.

Les actifs financiers non encore perçus sont constatés à l'actif en "créances reçues par legs ou donation".

En fin d'exercice, pour les montants non encaissés, il est constitué un fonds reporté.

Dans un souci de respect des règles comptables et des intentions des donateurs, les legs et donations affectés sont comptabilisés en "fonds dédiés".

3.2.7 Contributions volontaires

Le rôle des bénévoles dans l'Eglise résultant directement de leurs statuts de baptisés rend difficile la valorisation précise de leur contribution au titre du compte de résultat.

Pour autant, il est estimé que les missions non pastorales représentent environ 36 000 heures/an (20 ETP)

4 Informations relatives au bilan

4.1 Actif

4.1.1 Tableau des immobilisations

	Valeur brute au 01/01/2024	Reclassement	Acquisitions	Diminutions	Valeur brute au 31/12/2024
Immobilisations :					
Incorporelles	91 714,24		15 624,00		107 338,24
Corporelles	27 935 442,24	-1 474 584,23	9 007 935,88	252 231,87	35 216 562,02
Financières	4 986 533,50	1 198 245,09	377 226,67	1 088 677,90	5 473 327,36
	33 013 689,98	-276 339,14	9 400 786,55	1 340 909,77	40 797 227,62

La valeur négative inscrite en reclassement correspond aux immobilisations en cours de l'exercice précédent.

Ces immobilisations terminées sur l'exercice ont été enregistrées en acquisitions.

4.1.2 Tableau des amortissements et dépréciations

	Valeur brute au 01/01/2024	Reclassement	Augmentations	Diminutions	Amortissements au 31/12/2024
Immobilisations :					
Incorporelles	17 930		18 391		36 320
Corporelles	11 079 522		1 578 128	123 621	12 534 029
Financières	65 344		1 254 688	55 147	1 264 885
	11 162 795	0	2 851 206	178 768	13 835 234

Lors de l'inventaire de 2006, le total des immobilisations corporelles s'élevait à 17 429 037 €, se répartissant en 2 977 776 € pour les terrains, 11 653 861 € pour les constructions et 2 797 400 € pour les œuvres d'art, soit un écart de réévaluation de 14 749 165 €.

	Valeur avant réévaluation	Valeur après réévaluation de 2006	Ecart de réévaluation
- Terrains	73 016	2 977 776	2 904 760
- Constructions	2 606 856	11 653 861	9 047 005
- Œuvres d'art		2 797 400	2 797 400
Total	2 679 872	17 429 037	14 749 165

4.1.3 Immobilisations incorporelles

4.1.3.1 Méthode d'amortissement

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels et progiciels	Linéaire	4 ans

4.1.4 Immobilisations incorporelles et corporelles

4.1.4.1 Principaux mouvements

Les principales acquisitions réalisées au cours de l'exercice sont notamment représentées par :

Logiciels	15 624
Terrains	972 000
Constructions	5 169 540
Installat° Agencé & Aménagt des constructions	93 079
Constructions sur sol d'autrui	néant
Installat° Agencé, Aménagt des construct° d'autrui	10 086
Installat° Gles Agencé, Aménagt divers	88 111
Matériel de transport	0
Matériel de bureau, Informatique	82 414
Matériel et outillage, Equipements divers	10 325
Mobiliers	11 422
Œuvres d'art	néant
Immobilisations en cours	2 570 958

Les principales diminutions sont :

Logiciels	néant
Terrains	47 038
Constructions	205 194
Installat° Agencé & Aménagt des constructions	néant
Constructions sur sol d'autrui	néant
Installat° Agencé & Aménagt des constructions d'autrui	néant
Matériel de transport	néant
Matériel de bureau, Informatique	néant
Matériel et outillage, Equipements divers	néant
Mobilier	néant
Œuvres d'art	néant
Immobilisations en cours	0

4.1.4.2 Méthode d'amortissement

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions :		
Gros œuvre	Linéaire	50 ans
Agencement	Linéaire	10 ans
Second œuvre	Linéaire	15 ans
Matériel et outillage	Linéaire	5 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 ans
Matériel informatique	Linéaire	5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 - 10 ans

4.1.4.3 Dépréciation

L'Association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre de la valeur. Des dépréciations ont été constatées sur l'exercice selon le détail ci-dessous :

- Construction	-270 000
- Œuvre d'art	-435 000
- Prêt	-1 198 245

4.1.4.4 Crédit bail

Non significatif

4.1.5 Immobilisations financières

4.1.5.1 Principaux mouvements des prêts

	Valeur brute au 01/01/2024	Reclassement	Acquisitions	Diminutions	Valeur brute au 31/12/2024
Prêts	24 058	1 198 245	42 410	16 150	1 248 563

4.1.5.1.1 Variation du portefeuille titres

	Valeur brute au 01/01/2024	Reclassement	Acquisitions	Diminutions	Valeur brute au 31/12/2024
Actions	371 101		129 131	106 622	393 609
Obligations	931 347		84 604	139 737	876 214
Prdts structurés & alternatifs	317 402			270 000	47 402
Parts FCP et Sicav	2 462 238			475 580	1 986 658
Scpi	701 971				701 971
Autres	174 222		118 613	80 129	212 706
	4 958 279	0	332 348	1 072 068	4 218 560

4.1.5.1.2 Variation de la provision pour dépréciation des titres

	Valeur brute au 01/01/2024	Reclassement	Augmentations	Diminutions	Valeur brute au 31/12/2024
Actions	7 681		2 058		9 739
Obligations	7 749			7 748	1
Prdts structurés & alternatifs	0				0
OPCVM, FCP et SICAV	49 914			49 915	-1
Scpi	0		56 901		56 901
Autres	0				0
	65 344	0	58 959	57 663	66 640

4.1.5.2 Liste des filiales et participations

Néant

4.1.5.3 Immobilisations financières

Types d'immobilisations	Valeur
Participations et créances rattachées	
Autres titres immobilisés	4 218 560
Prêts	1 248 563
Autres immobilisation financières : dépôts et cautionnements	6 204

4.1.6 Evaluation des stocks

Non significatif

4.1.7 Créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		à - 1 an	à + 1 an
<u>Créance de l'actif immobilisé</u>			
Prêts	1 248 563	18 024	1 230 539
Autres	6 204		6 204
<u>Créances de l'actif circulant</u>			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	114 021	114 021	
Créances reçues par legs ou donations	474 991	474 991	
Autres créances	781 306	781 306	
dont Produits à recevoir	706 994	706 994	
Charges constatées d'avance	75 952	62 968	12 983
Total	2 701 038	1 451 311	1 249 727

4.1.8 Produits à recevoir

Natures	Montant
Denier de l'Eglise	449 862
Quêtes, Casuels, Intentions, Troncs	129 006
Dons	20 295
Intérêts bancaires	44 115
Autres	63 715
Total	706 994

4.1.9 Charges à répartir ou constatées d'avance

Natures	Montants
Abonnements, documentations et parutions	7 297
Annuaire diocésain, Ordos, Registres et Médailles	18 010
Assurances dommages ouvrages	16 529
Assurances et loyers	6 667
Fuel	3 700
Pèlerinages et Spectacles (réservations)	2 818
Maintenance et Fournitures diverses	14 305
Fournitures et divers	6 626
Total	75 952

4.1.10 Intérêts courus sur comptes à terme et sur livrets

	Valeur brute au 01/01/2024	Reclassement	Acquisitions	Diminutions	Valeur brute au 31/12/2024
Intérêts courus	115 820		155 893	10 420	261 293

4.2 Passif

4.2.1 Fonds propres

4.2.1.1 Tableau de suivi des fonds propres

Libellés	Valeur brute au 01/01/2024	Reclassement	Augmentations	Diminutions	Valeur brute au 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
1ère situation établie	3 883 930				3 883 930
Fonds propres complémentaires	3 394 744				3 394 744
Fonds propres avec droit de reprise					
Fonds propres statutaires	0				0
Apports consentis	-1 198 245	1 198 245			0
Ecart de réévaluation	14 749 166				14 749 166
Réserves :	0				0
Report à nouveau	3 184 285		1 150 435		4 334 720
Résultat de l'exercice précédent	1 150 436			1 150 436	0
Excédent ou déficit de l'exercice	0		1 592 452		1 592 452
Subventions d'investissement	0				0
Total	25 164 315	1 198 245	2 742 887	1 150 436	27 955 012

L'Association a opéré un reclassement en prêt pour les apports avec droit de reprise au profit de 2 associations.
Devant le risque important de non recouvrabilité de ces deux apports, une provision pour dépréciation a été comptabilisée.

4.2.1.2 Réserve pour projet

Néant

4.2.2 Tableau de suivi des fonds reportés

Ressources	Fonds à recevoir au début de l'exercice	Reclassement Réajustement	Nouvelle succession de l'exercice	Fonds reçus en cours d'exercice	Fonds restants à recevoir en fin d'exercice
Succession n° 2021 10 22	9 800			9 800	0
Succession n° 2022 02 11	157 248			99 667	57 581
Succession n° 2022 07 01	10 000				10 000
Succession n° 2022 11 18	944				944
Succession n° 2022 12 16	20 000			20 000	0
Succession n° 2023 05 26	218 000				218 000
Succession n° 2023 06 17	100 000			100 000	0
Succession n° 2023 07 07	127 500				127 500
Succession n° 2023 09 22	110 000			110 000	0
Succession n° 2023 11 17	70 000				70 000
Succession n° 2023 12 01	15 926				15 926
Donation n° 2023	139 334			139 334	0
Succession n° 2024-04			80 000		80 000
Succession n° 2024-09			160 000		160 000
Total	978 752	0	240 000	478 801	739 951

4.2.3 Tableau de suivi des fonds dédiés

Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Reclassement	Nouvelle affectation de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Fonds restants à engager en fin d'exercice	dont projets sans dépense depuis 2 exercices
Aide aux personnes	15 000				15 000	15 000
Entretien des églises	280 000			28 000	252 000	
Séminaristes	200 985		99 667		300 652	20 000
Œuvres caritatives	44 793				44 793	44 793
Prêtres aînés	666 701			64 000	602 701	
Travaux pour les jeunes	10 000				10 000	10 000
Paroisse Quevilly Couronne			5 000		5 000	
Paroisse Rouen Centre			79 588		79 588	
Paroisse Rouen St Sever			1 690		1 690	
Paroisse Sotteville			17 508		17 508	
Paroisse Bois Guillaume	91 688			9 800	81 888	
Paroisse Cany	38 737				38 737	
Paroisse Dieppe	12 918				12 918	
Paroisse Gournay	1 020				1 020	
Paroisse Neufchâtel	160 000				160 000	
Paroisse Petit Quevilly	467 736				467 736	
Paroisse Quevilly Couronne	226 057				226 057	
Paroisse Rouen Centre	155 374				155 374	
Paroisse Sotteville	436 420			12 304	424 117	
Paroisse Totes Auffay	10 602				10 602	10 602
Paroisse Vallée du Cailly	8 018			3 592	4 427	
Paroisse Yvetot	11 696				11 696	
Cathédrale de Rouen	100 065				100 065	
Maîtrise Saint Evode	8 000				8 000	
Frais obsèques Prêtres	19 775			14 336	5 439	5 439
Travaux mobiliers	9 000			7 035	1 965	
Paroisse St Etienne du Rouvray	18 448		20 476	2 876	36 048	
Bonsecours travaux Basilique	14 311				14 311	14 031
Aumônerie Mont St Aignan	9 517				9 517	9 517
Total	3 016 861	0	223 928	141 941	3 098 849	129 383

4.2.4 Tableau des provisions pour risques et charges

	Montants Valeur brute	Reclassement	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Montants Valeur brute
Litiges	10 465				10 465
Risques			300 000		300 000
Prêtres aînés	1 975 000				1 975 000
IDR personnel	234 678		121 434		356 112
Total	2 220 143	0	421 434	0	2 641 577

4.2.5 Etat des dettes

Dettes (b)	Montants	à - 1 an	à + 1 an	à + 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
à 2 ans maximum à l'origine				
à plus de 2 ans à l'origine	97 072	24 406	72 666	
Emprunts et dettes financières diverses	162 610		25 000	137 610
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	436 867	436 867		
Dettes des legs et donations	0	0		
Dettes fiscales et sociales	627 807	627 807		
Dettes fournisseurs sur immobilisations	326 219	326 219		
Autres dettes	1 059 713	1 059 713		
Produits constatés d'avance	123 826	123 826		
	2 834 115	2 598 839	97 666	137 610

4.2.6 Fournisseurs et comptes rattachés

Natures	Montants Valeur brute	Échéances	
		à - 1 an	à + 1 an
Fournisseurs factures non parvenues	33 948	33 948	
Autres fournisseurs	729 139	729 139	
Total	763 087	763 087	0

4.2.7 Dettes fiscales et sociales

Natures	Montants Valeur brute	Échéances	
		à - 1 an	à + 1 an
Frais de personnel - rémunérations et frais	4 420	4 420	
Charges sociales - Organismes sociaux	219 531	219 531	
Personnel charges à payer :			
Provision congés payés et divers	140 374	140 374	
Charges sociales sur provision congés payés	52 691	52 691	
Dettes fiscales :			
Impôt sur le revenu prélevé sur bulletins	6 776	6 776	
Impôt selon déclaration 2070 K	83 247	83 247	
Tva collectée	80	80	
Taxe sur les salaires	12 016	12 016	
Total	519 135	519 135	0

4.2.8 Autres dettes - charges à payer

Natures	Montants Valeur brute	Échéances	
		à - 1 an	à + 1 an
Autres dettes et charges à payer :			
Fournitures consommables	125 427	125 427	
Travaux, entretien, maintenance	208 561	208 561	
Personnels	28 955	28 955	
Frais de déplacements	19 519	19 519	
Services extérieures	549	549	
Divers	23 508	23 508	
Contribution, reversement quêtes	491 158	491 158	
Association Espace du Moineau	24 033	24 033	
Hélium	15 640	15 640	
Fonds de solidarité des prêtres, offrandes de messes reçues	20 752	20 752	
Remboursement frais des bénévoles	3 170	3 170	
Indemnité assurance à reverser	53 151	53 151	
Autres diocèses, paroisses ou services	45 290	45 290	
Total	1 059 713	1 059 713	0

4.2.9 Produits constatés d'avance

Natures	Montants
Loyer ICP de janvier à août 2025	106 667
Casuels baptêmes et mariages	410
Inscriptions aux Pèlerinages 2025	2 618
Sessions, Retraites et Temps forts 2025	6 385
Denier, dons	260
Subvention contrat aidé	5 000
Divers	2 486
Total	123 826

5 Informations relatives au compte de résultat

5.1 Résultat par périmètres

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
Mouvements et Aumôneries		-3 561
Paroisses		195 115
Curie		1 400 898
Total	0	1 592 452
Résultat Excédent	1 592 452	

N.B. : Les dotations aux amortissements et provisions des biens et titres affectés aux paroisses sont entièrement inclus dans les comptes de la Curie.

5.2 Ventilation de l'effectif moyen en ETP

	Curie		Paroisses		Total
	Employés	Cadres	Employés	Cadres	
Personnels salariés	17	4	25	1	47
Personnel mise à disposition		1			1
Total	17	5	25	1	48

Le presbytérium au 31 décembre 2024 s'élève à 102 prêtres (Source annuaire diocésain 2024/2025)

5.3 Résultat exceptionnel

en K€	
Dons (donation actif Espace du Moineau 4,3 M€)	4 312 250
Produits nets sur cessions d'immobilisations corporels	161 466
Abondement fonds Selam	-238 990
Pénalités, amendes	-111
Total	4 234 614

La donation d'actif immobilier occupé et non cessible pendant 30 ans revêt un caractère particulier et justifie son enregistrement en produits exceptionnels.

6 Autres informations

6.1 Engagements hors bilan

6.1.1 Engagements financiers donnés et reçus

Association Espace du Moineau :

En 2018, l'Association diocésaine s'est portée caution pour garantir un emprunt de 620 K€ souscrit auprès de la Société Générale.
Au 31/12/2024, le capital restant dû s'élève à 367 K€ et sera totalement remboursé après l'échéance du mois de février 2033.

En 2019, l'Association diocésaine s'est portée caution pour garantir un emprunt de 143 K€ souscrit auprès du CIC.
Au 31/12/2024 le capital restant dû s'élève à 98 K€ et sera totalement remboursé après l'échéance du mois de novembre 2034

En 2019, l'Association diocésaine s'est portée caution pour garantir un emprunt de 143 K€ souscrit auprès de la Société Générale.
Au 31/12/2024, le capital restant dû s'élève à 106 K€ et sera totalement remboursé après l'échéance du mois d'octobre 2035

Une provision pour risque a été comptabilisée à hauteur de 300 K€ pour tenir compte des engagements financiers susmentionnés.

RCF :

En 2019, l'Association diocésaine de Rouen s'est portée caution pour garantir un emprunt de 59 K€ souscrit auprès du CIC.
Au 31/12/2024, le capital restant dû s'élève à 17 K€.

En 2019, l'Association diocésaine de Rouen s'est portée caution pour garantir un emprunt de 59 K€ souscrit auprès de la Société Générale.
Au 31/12/2024, le capital restant dû s'élève à 24 K€.

En 2020, l'Association diocésaine de Rouen s'est portée caution pour garantir un emprunt de 25 K€ souscrit auprès du CIC.
Au 31/12/2024, le capital restant dû s'élève à 17 K€.

6.1.2 Crédit bail

Non significatif

6.1.3 Libéralités acceptées pour lesquelles existent un délai d'opposition administrative à la clôture

Néant

6.1.4 Etat séparé des financements en provenance de l'Etranger

L'Association diocésaine de Rouen déclare n'avoir reçu aucun financement ou ressource provenant de l'étranger